



Agenda

Lundi 6 février 2017

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, Statistique et Finances.

-15h : **Christian FORESTIER**, ancien administrateur générale du Cnam : « *Comment réduire drastiquement le nombre de jeunes français qui sortent de notre système éducatif avec un niveau de formation très insuffisant ?* ».

Lundi 13 février : pas de séance

Lundi 20 février 2017

-15h : **Philippe TRAINAR**, conseiller du président de Scor : « *Comment assurer rapidement et durablement l'équilibre et l'équité de nos systèmes de retraite ?* ».

-17h30 : Fondation Éthique et Économie. Conférence d'**Angel GURRIA**, secrétaire général de l'OCDE, correspondant de l'Académie.

Lundi 27 février 2017

-9h-13h : second colloque sur l'enseignement de l'économie dans les lycées, proposé par la section Économie politique, Statistique et Finances (Grande salle).

-15h : **Jean-Michel BLANQUER**, directeur du groupe ESSEC, « *Comment revaloriser la filière professionnelle et l'apprentissage dans l'esprit des enseignants, des familles et des élèves ?* ».

- 18h : Conférence de **Julia KRISTEVA** : « *La culture européenne existe-t-elle ?* », présentée par **Chantal DELSOL** (Grande salle des séances).

Mardi 28 février & mercredi 1^{er} mars 2017 : Colloque « Le sens de la vie » (Fondation Singer-Polignac).

Lundi 6 mars 2017

-15h : **Guy VALLANCIEN**, membre de l'Académie nationale de Médecine et de l'Académie de Chirurgie : « *Quelles réformes de notre système de santé pour assurer l'équilibre de l'assurance maladie sans affecter la qualité des soins ?* »

Lundi 13 mars 2017

-15h : **Jean-Marc DANIEL**, Directeur associé à l'ESCP Europe et directeur de rédaction de la revue *Sociétal* : « *Le paritarisme : un atout ou un handicap pour l'avenir ?* »

Séance du lundi 30 janvier

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 23 janvier, le président **Michel Pébereau** a fait procéder aux dépôts d'ouvrages. **Philippe Levillain** a distingué le recueil dirigé par Gilles Ferragu et Florian Michel, *Diplomatie et religion. Au cœur de l'action culturelle de la France au XX^e siècle* (Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, 276 p.).

Le président a ensuite introduit la communication de ce jour en présentant **Henri de Castries**, président de l'Institut Montaigne, chargé de répondre à la question : « Comment réorganiser notre système de prélèvements obligatoires pour améliorer rapidement et durablement la compétitivité de notre économie et de notre territoire et réduire notre chômage, à pression fiscale inchangée ? » L'orateur s'est placé sous les auspices de **Michel Albert**, qui avait évoqué le 22 janvier 2001 devant l'Académie « Le système fiscal français ». Il a relu quelques extraits de cette communication, dans laquelle l'ancien secrétaire perpétuel de l'Académie dressait déjà un tableau sévère de ce qu'il décrivait comme « une machinerie monumentale, originale et sclérosée ». Henri de Castries a affirmé que les seize années écoulées n'avaient en rien entamé l'actualité de ce propos, sinon pour rendre plus nécessaire encore une réaction. L'orateur a remis en perspective la question de l'impôt en rappelant ses finalités (financer les dépenses de l'État et des collectivités, mais aussi redistribuer la richesse ou peser sur les décisions des acteurs économiques) et ses paramètres (qui taxer ? que taxer ?), de manière à faire prendre conscience que toute réforme fiscale implique de faire des choix et de fixer des priorités. Il a également reformulé la question posée, estimant que « pour retrouver de la croissance et réduire le chômage, il faudra[it] impérativement [...] faire baisser les prélèvements obligatoires » et les dépenses publiques dans une proportion au moins équivalente. Henri de Castries est alors passé à l'analyse des maux qui rongent le système fiscal français. Détails à l'appui, il a entre autres souligné sa complexité (un véritable « maquis de textes »), sa lourdeur (des prélèvements obligatoires équivalents à 46 % du PIB) ou son caractère vexatoire (un taux d'imposition marginal élevé). Les assiettes retenues, souvent obsolètes (à l'image du cadastre) passent à côté des véritables flux de richesses ou ne répondent pas à une logique économique. Le tout ne génère que des rendements relativement modestes, alors même que le taux de recouvrement est un des plus élevés d'Europe, le consentement des Français à l'impôt étant paradoxalement très fort. Dans une économie ouverte, une telle fiscalité condamne la France à être beaucoup moins attractive que ses voisines. Fort de ce constat, Henri de Castries a avancé des propositions de réforme, en deux temps. L'urgence, selon lui, est de « déverrouiller les endroits où les dommages sont les plus rapides, ont tendance à s'aggraver et pourraient devenir irrémédiables ». Dans cette perspective, il opte pour baisser les taxes sur le capital et les charges qui pèsent sur le travail (non sans fixer dans ce dernier cas des contreparties) ; à l'inverse, il préconise un relèvement des impôts sur la consommation, seul moyen de mettre à contribution les importations étrangères. À plus long terme, il s'agit de repenser le système fiscal, par exemple en instaurant une taxe unique ou en plafonnant uniformément les niches fiscales, ou bien encore en inventant un impôt sur la circulation des biens immatériels, qu'il serait pertinent de mettre en œuvre à l'échelle européenne.

À l'issue de sa communication, **Henri de Castries** a répondu aux questions et observations que lui ont adressées **Jean Baechler**, **Jean Tirole**, **Jacques de Larosière**, **Thierry de Montbrial**, **Jean-Claude Casanova**, **Gilbert Guillaume**, **Emmanuel Le Roy Ladurie**, **Bernard Bourgeois**, **Xavier Darcos**, **Jean Tulard**, **Jean-David Levitte**, **Mireille Delmas-Marty**, **Yvon Gattaz** et **Michel Pébereau**.

Entretiens de l'Académie

La première partie du colloque sur « L'enseignement de l'économie dans les lycées » organisé par la section Économie a rassemblé une centaine d'auditeurs le matin du lundi 30 janvier dans la grande salle des séances de l'Académie pour écouter les intervenants exposer leur « diagnostic ». Après l'introduction de **Michel Pébereau**, président de l'Académie, se sont exprimés **Pierre-André Chiappori**, correspondant de l'Académie, Agnès Benassy-Quéré, Yann Coatanlem et Salvador Barberà. Les travaux ont été conclus par une brève synthèse de **Georges de Ménil**, correspondant de l'Académie et coordonnateur de cette manifestation. La seconde partie du colloque, consacrée aux « propositions », se tiendra le lundi 27 février de 9 h à 13 h. Divers organes de la presse nationale ont annoncé ou rendu compte du colloque, sous un angle parfois polémique : « Lycée : la tension monte de nouveau sur les programmes d'économie » (*Les Échos*, 27 janvier) ; « Sciences éco et patrons : la guerre est (re)déclarée » (*Le Monde*, 28 janvier) ; « Haro sur les programmes de sciences économiques » (*Le Figaro*, 30 janvier) ; « Nouveau bras de fer profs-patrons sur l'enseignement de l'économie au lycée » (dépêche AFP sur le site de *Libération*, 30 janvier) ; « Enseignement de l'économie au lycée : un diagnostic et de premières batailles » (*Les Échos*, 31 janvier).

Dans la presse et sur les ondes

- « Au lieu de vilipender l'Allemagne, la France devrait se forger une vision », éditorial de **Denis Kessler** dans *Challenges* du 26 janvier. Extraits : « Plutôt que de s'inspirer de l'Allemagne qui a mené des réformes structurelles courageuses sous Gerhard Schröder, le spectre politique français de l'extrême-gauche à l'extrême-droite ne cesse de s'en prendre à l'Allemagne ! Comme si elle était responsable de nos propres vicissitudes et turpitudes ! [...] La vérité est que la France est malade, sans projet ni vision depuis trop d'années. Il est facile de vilipender le "modèle allemand" en se glorifiant d'un "modèle français" qui lui serait supérieur. Encore faudrait-il qu'il existe un modèle français : rares sont les pays qui cherchent encore à nous imiter. [...] La France, que beaucoup considèrent comme l'homme malade de l'Europe, est en passe d'en devenir l'homme invisible. » La communication de Denis Kessler sur le même thème à l'Académie le 9 janvier a par ailleurs inspiré à Yves de Kerdrel sa chronique parue dans *Le Figaro* du 25 janvier, sous le titre « Nourrir un grand dessein collectif » : « Denis Kessler a raison de rappeler l'importance pour un pays de se forger un dessein. D'abord parce que gouverner, ce n'est pas seulement publier des décrets, c'est prévoir et se préoccuper des prochaines générations plutôt que de nos prochaines élections. Ensuite parce que tous nos grands partenaires qui ont réussi leurs réformes les ont inscrites dans le cadre d'un grand projet national à long terme. »

- « Les élites défaites par les gens ordinaires », article de **Roger Scruton**, correspondant de l'Académie, dans *Le Monde des Idées* du 20 janvier. Le philosophe britannique analyse le divorce entre une élite libérale qui s'exprime dans et par les médias et les milieux populaires. « On a rejeté ou passé sous silence toutes les tentatives pour faire entendre leurs inquiétudes quant à l'immigration et à l'impact sur leurs vies de la mondialisation et de la propagation des conceptions libérales du sexe, du mariage et de la famille. De fait, on a grossièrement et inconsidérément blâmé et insulté ces gens coupés de leur ancienne façon de vivre sans qu'ils en aient retrouvé une autre. »

À lire

Thierry de Montbrial et Thomas Gomart, respectivement président et directeur de l'Institut français des relations internationales, ont dirigé l'ouvrage collectif *Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France ?*, paru le 25 janvier chez Odile Jacob. Fruit des réflexions croisées d'une quinzaine d'intervenants, responsables politiques, acteurs du monde économique (dont **Bertrand Collomb**) ou chercheurs, il entend remettre au cœur de la réflexion diplomatique française la notion d'« intérêt national ». Les auteurs font le constat que « les mandats de Nicolas Sarkozy et de François Hollande [...] peuvent se lire comme un glissement dans l'élaboration et la conduite de la politique étrangère française », en ce que l'obéissance à des impératifs moraux semble avoir pris le pas sur les intérêts de la France. Une évolution d'autant plus marquée dans le cas de la France qu'elle est incertaine de son identité et que certaines opérations extérieures peuvent être pour ses dirigeants le moyen de rétablir une situation intérieure médiocre. Le danger d'une telle posture est d'appliquer des « critères personnels moraux à la complexité du système international ». Avant l'élection présidentielle, les auteurs invitent donc à repenser le sens et la finalité de la politique étrangère, à retrouver le sens de la durée et à hiérarchiser les priorités, en tête desquelles Thierry de Montbrial place la sécurité au sens le plus large du terme. Cela implique aussi d'envisager sous un nouveau jour nos relations avec nos partenaires, car la promotion de ses intérêts nationaux suppose dans le même temps de « porter intérêt aux intérêts de l'autre ». À l'occasion de cette parution, Thierry de Montbrial a accordé divers entretiens : dans l'émission « L'heure H » d'Hedwige Chevillon sur BFM TV le 23 janvier, à la radio suisse RTS le 24 janvier, au *Figaro* le 27 janvier (« La France ne devrait pas avoir honte de défendre ses intérêts », propos recueillis par Arnaud de La Grange). On pourra lire également la recension de Gaïdz Minassian dans *Le Monde* du 24 janvier (« Comment sortir de la diplomatie "sarkollandiste" »). Plus d'informations sur : <http://www.ifri.org/fr/publications/publications-ifri/ouvrages-ifri/interet-national-politique-etrangere-france>

À savoir

- **Jacques de Larosière** a reçu le 23 janvier à Budapest le prix **Alexandre Lamfalussy** (correspondant de l'Académie) attribué par la Banque centrale de Hongrie. Il a prononcé à cette occasion un discours intitulé : « The Future of European Integration. What are the centrifuge forces threatening it? What should be done about it? », dans lequel il a défendu le modèle d'une Union européenne supra-nationale. Texte en ligne sur le site de l'Académie :

http://www.asmp.fr/fiches_academiciens/PDF/LarosieresSpeechLamfalussy%20230117.pdf

- **Daniel Andler** co-organise avec Robin Lamarche-Perrin une journée d'études « Philosophie des Sciences et Intelligence artificielle » le 2 février à l'École normale supérieure (29, rue d'Ulm, 75005 Paris). Il en assurera les conclusions. Pour voir l'argumentaire et le programme :

<https://www.eventbrite.fr/e/inscription-journee-philosophie-des-sciences-et-intelligence-artificielle-30888523405>